GENEVE

Année XXXVI - N° 962 - 12 DECEMBRE 1936

LE RÉVEIL anarchiste

Comme Paris, Genève vaut bien une messe, mais que vaut le serment du monument de la Réformation ?

REDACTION ET ADMINISTRATION : Rue des Savoises, 6 GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS — Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX Le Réveil, No I. 4862. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE Abonnement : Une année, fr. 5.— Six mois, fr. 2,50

Dernier salut à un milicien

Ramon Mateo, milicien de la C.N.T., No 1048, n'est plus. Il vient de mourir à Genève, loin de sa terre natale, à la suite d'un stupide accident d'automobile, à St-Genis.

Ramon Mateo est mort à l'arrière, en vrai combattant, comme il le fut à l'avant-garde.

Ramon Mateo, ouvrier métallurgiste, fut un militant de toujours de la puissante C.N.T. et de cette héroïque F.A.I., qui aura donné à la République espagnole tant d'admirables défenseurs.

Sous la dictature de Primo de Rivera, ainsi que sous les ministères qui lui ont succédé, notre camarade subit les duretés de la répression. Pendant trois ans, dans les géôles de Burgos, il eut à subir les pires traitements et il faillit perdre la vue. Durant la République boîteuse, qui maltraita ses meilleurs enfants et surtout après le mouvement des Asturies de 1934, Ramon dut s'exiler pour échapper à la vindicte qui condamna ses compagnons à des peines de 13 à 20 ans de prison.

Ramon Matéo fut épargné par les balles le 19 juillet, à Barcelone, alors qu'il participait héroïquement aux côtés de son ami Ascaso, à la prise des casernes, d'où les fascistes mitraillaient le peuple.

Lorque après deux mois et demi, la disette commença à se faire sentir, Mateo fut envoyé en France et en Suisse, pour acheter ce qui faisait tant besoin. Matéo et ses camarades ne se doutaient pas de l'accueil que devait honteusement leur faire la vieille République helvétique.

Ramon Matéo est mort à la lutte selon les mots d'ordre de ses organisations, qui veulent que le combtat se mène avec la même abnégation à l'avant qu'à l'arrière-garde.

A Ramon, qui aspirait jour après jour à la libération de sa ville d'Huesca et de son Espagne, les camarades de Genève, qui l'ont connu, garderont un souvenir inoubliable de sa bonté et de son idéalisme. La récente mort de son camarade Durutti, avait déjà affecté Ramon. Il y a une dizaine de jours, une terrible nouvelle venait encore frapper Ramon et sa compagne, accourue à son chevet : leur fils de trois mois venait de décéder à Barcelone.

La classe ouvrière et les amis de l'Espagne républicaine s'inclinent douloureusement émus devant le corps du milicien Ramon Matéo, victime de son devoir. Ils apportent leur plus ardente sympathie à son admirable compagne et à ses quatre enfants

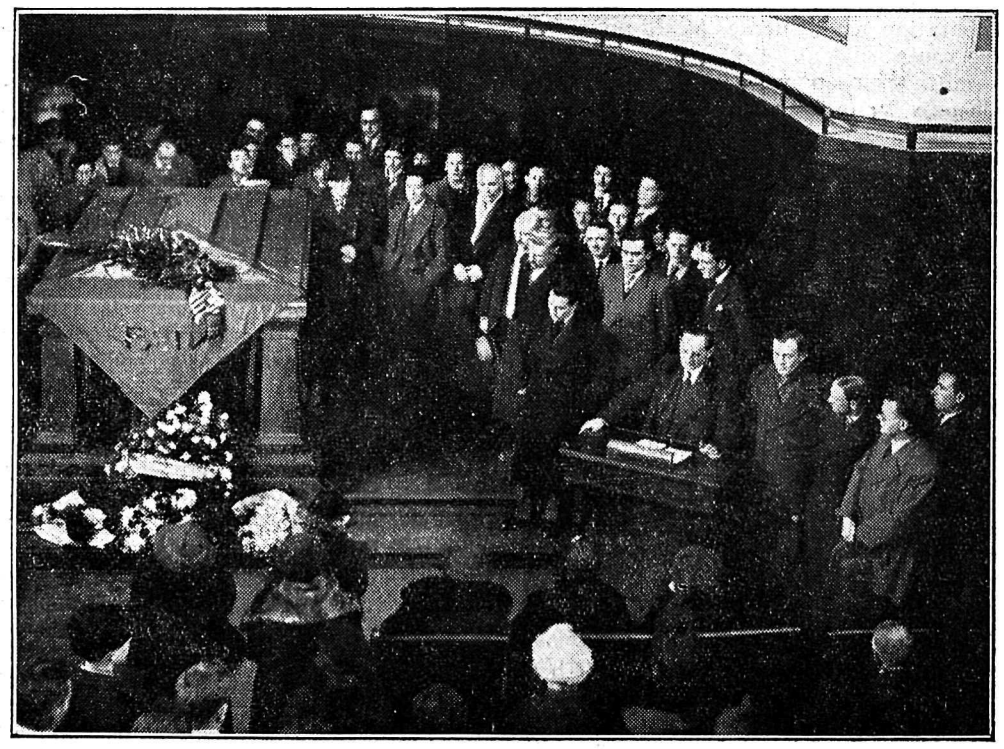
L. T.

*

Les funérailles de notre camarade Matéo ont été l'objet d'une imposante manifestation pour l'Espagne révolutionnaire. Un simple avis mortuaire, paru dans l'organe socialiste, a suffi à faire accourir une foule considérable, comme il est rare d'en voir à d'autres funérailles, même officielles et annoncées par toute la presse et nombre de sociétés. Le journal fasciste indique 500 participants, mais ils étaient sans doute davantage. A noter surtout que la foule manifestait une réelle émotion, à cause certainement d'autres innombrables deuils que la cérémonie ne pouvait manquer d'évoquer spontanément.

Avant l'incinération, notre camarade Bertoni prit la parole pour évoquer en quelques traits ce que fut la vie de Ramon Matéo, humble fils de cette noble Espagne contre laquelle s'acharne le fascisme et la presse bourgeoise du monde entier.

Dans l'enceinte des morts, des paroles uniquement d'apaisement et non de ressentiment devraient être prononcées, mais comment ne pas entrevoir derrière le cercueil de Ramon Matéo, ceux de centaines et de milliers d'autres victimes, combattants et non combattants, femmes, enfants, vieillards, blessés, atrocement massacrés ? N'avait- on pas fusillé la mère de Durutti, presque septuagénaire, uniquement parce que mère de notre inoubliable militant ? Hélas ! la mort rôde partout, sur tous les fronts, même à l'arrière dans cette malheureuse Espagne, coupable de ne pas avoir voulu se rendre au fascisme et de livrer une grande bataille pour sauver ces biens suprêmes : la liberté et la dignité humaines. D'autres pays plus peuplés et soi-disant plus évolués ont plié sous l'ignoble joug sans cette insurrection de tout le prolétariat et de tout ce que la bourgeoisie comptait de meilleur, sans cette résistance héroïque aux pires férocités, sans se décourager un instant même en présence des abandons et trahisons.



Derrière tout cela se dresse de plus en plus le spectre hideux de la guerre, qui est inséparable des régimes fascistes, comme ils venaient de le prouver en Ethiopie et en Espagne. N'annonçait-on pas déjà l'envoi au secours de Franco de 18 bataillons de chemises noires, avec l'armement le plus moderne et abondant ? Et ces Etats démocratiques qui avaient prétendu ne s'armer qu'en vue de faire régner la paix ne se montraient-ils pas une fois de plus impuissants en présence des sanglantes aventures fascistes? Voulaient-ils l'être pour favoriser avant tout la réaction mondiale ou l'étaient-ils vraiment ?

L'émotion éprouvée devant le cercueil de Mateo ne s'étendait-elle pas à tous les camarades, amis et frères, connus et inconnus, qui peut-être à cette heure même tombaient devant Madrid glorieuse ou sur d'autres fronts? Et tous ces morts ne peuvent que nous laisser un héritage non seulement d'amour et de reconnaissance, mais, hélas! de haine et de vengeance aussi, nécessaires pour vaincre l'iniquité et hâter l'avènement de la justice.

Que dire de la triste presse bourgeoise du monde entier diffamant un peuple admirable dont la guerre est devenue après tout une véritable guerre d'indépendance nationale, pour exalter les généraux félons et leurs mercenaires, se livrant à des massacres épouvantables et aux pires destructions? Nous devons d'autant plus à ce peuple pour l'aider à vaincre à tout prix.

Que le lugubre: Malheur aux vaincus! ne puisse pas retentir une fois de plus. Hélas! si la victoire devait appartenir aux plus vaillants, justes, nobles et généreux, nous n'aurions pas le moindre doute sur l'issue de la lutte; mais elle dépend aussi d'un hideux mécanisme d'anéantissement d'hommes et de choses dont les fascistes continuent à être mieux pourvus. Quoi qu'il en soit, nous gardons tout notre espoir et notre foi, cet espoir et cette foi qui ne se laissent pas affaiblir par le moindre doute chez les fortes populations espagnoles. Et devant la mort nous ne saurions que répéter toujours la parole du grand Spinoza: « La mort n'est rien parce que la vie est tout. » En face de cette vie brusquement tronquée, chacun de nous ne peut qu'affirmer sa volonté inébranlable de la continuer avec le même élan, la même passion, la même énergie dont fit preuve Ramon Mateo, auquel nous adressons le suprême adieu, en même temps que nous exprimons à sa compagne et à ses enfants la grande part que nous prenons à leur douleur.

Après le camarade Bertoni, Nicole prit la parole pour s'associer au nom du gouvernement de Genève, des Amis de l'Espagne républicaine et du Parti socialiste à l'hommage rendu au combattant pour la démocratie et l'émancipation ouvrière.

Le Consul d'Espagne termina la cérémonie en remerciant au nom de la veuve et de sa famille, du gouvernement d'Espagne et des représentants espagnols en Suisse.

La foule se retira fortement impressionnée par l'évocation que le cercueil d'un simple ouvrier suscitait en elle d'une lutte tragique, où se décide non seulement le sort de l'Espagne mais des travailleurs du monde entier.

Pour nos camarades d'Espagne

Totale generale precedente	Fr. 3641	90
Berne : Bianchi Fortunato	10	—
Bürglen : lista 63 saldo	11	—
Genève : liste 75 Genoud 24.20, Roche 2	26	20
Le Greco	20	—
Lavorgo : Sindacato Scalpellini	20	—
Fornasier Candido	5	—
St. Gallen : Piccinini 1.55, Carocari 15	16	55
Zurich : lista 67 Sansigoli 37. lista 29 Domenico 37.50. lista 20 G. Sc. 11.50	86	—
Totale	Fr. 3838	55

Aux Abonnés et Revendeurs

Tous nos abonnés et revendeurs hors de Suisse, trouveront, jointe au présent numéro, une carte avec les mots : « Je reçois le journal ; veuillez m'en continuer l'expédition ». Ils n'auront qu'à la signer, l'affranchir comme imprimé et la mettre à la poste. Ne recevant pas cette réponse, nous suspendrons après deux ou plusieurs numéros, selon les distances, tout envoi.

Nous avons pris cette décision, parce qu'il y a des abonnés et revendeurs, dont nous sommes sans nouvelles depuis de années, et il se peut qu'il y ait des exemplaires entièrement perdus, sans avoir jamais été refusés. D'autre part, nous avons envoyé un certain nombre d'exemplaires à titre d'essais et il faut que nous sachions si nous devons ou non continuer à en faire le service.

Nous avons fait preuve de patience pour les paiements ; nous avons même dit vouloir renoncer aux arriérés, pourvu que l'on paie tout ou partie de l'année en cours. Si vraiment on ne peut le faire, un mot pour nous le faire savoir et nous continuerons quand même l'envoi. Mais les camarades insistent avec raison, pour une administration plus sévère, car il n'y a plus à compter sur celui qui vraiment ne trouve jamais le moyen de faire le moindre versement.

Les amis connus et nos souscripteurs ordinaires ne doivent pas se formaliser en recevant aussi la dite carte, car un choix exigerait un travail assez important et compliquerait l'expédition. Ils n'en tiendront pas compte tout simplement.

Pour les abonnés de la Suisse, nous joindrons le formulaire de notre compte de chèques postaux, dans l'espoir que ceux qui n'ont jamais payé, veuillent se décider à le faire même en petite partie. Nous publierons après un certain laps de temps noms et adresses des sourds par trop obstinés.

Nous sommes obligés à ces décisions par la demande qui nous en a été faite aux réunions des délégués de nos groupes et par la situation critique où le journal se trouve actuellement.

Le Réveil anarchiste.

Abondance fasciste.

Il paraît qu'un M. Luce-Gilson a publié sur le corporatisme italien un livre soi-disant fort documenté, d'où il résulterait que le peuple italien est le plus heureux du monde et que Mussolini veut le conduire à l'abondance. Et un collaborateur de *La Grande Relève* a tout l'air d'y croire. Il est vrai que d'autres aussi nous présentent la Russie comme le paradis des ouvriers et la terre d'élection de la démocratie. Il ne faut donc plus s'étonner de rien.

Toutefois apprenons à M. Luce-Gilson que les salaires italiens sont comparativement les plus bas de presque toute l'Europe, que Mussolini lui-même a plusieurs fois exalté le peuple italien comme un virtuose du serrement de la ceinture, que toutes les lettres venant d'Italie aux émigrés les adjurent de ne pas rentrer au pays si grandes que soient les difficultés à l'étranger; c'est donc un révoltant mensonge d'affirmer que l'arbitrage fasciste « se réalise aujourd'hui toujours à l'avantage des ouvriers ». Cela n'est vrai que dans ce sens: les patrons, par exemple, proposent une baisse de 20%; il ne leur en est accordé qu'une de 15%, d'où bénéfice du 5 et non perte du 15%; décidément, le bourrage de crânes aussi aime se dire « documenté ».

TRAVAILLEURS,
ABONNEZ-VOUS AU
Réveil anarchiste

Appel à la S.D.N.

L'Espagne a fait appel à la Société des Nations. Nous ne croyons pas qu'elle ait la moindre illusion sur ce qu'elle peut attendre de Genève : mais en somme elle ne fait que remplir un devoir, indiqué par le pacte lui-même, afin d'obliger la S.d.N. à prendre position vis à vis de l'agression dont l'Espagne même est victime et de l'indéniable danger d'une guerre dont tout le monde aurait à souffrir.

La S.d.N. n'est plus qu'un corps sans vie ; elle a trahi les espoirs de tous les niais qui ont réellement cru y voir un instrument efficace de paix. Ses complaisances envers les Etats agresseurs ne se comptent plus et si une cinquantaine d'Etats adhèrent encore à l'institution genevoise, pas un ne compte en être protégé efficacement. Successivement en Asie, en Amérique, en Afrique, en Europe les agresseurs ont pu poursuivre leurs attaques librement. Le monde sait désormais que le fameux pacte ne joue plus et tous les grands Etats sont bien d'accord qu'il en soit ainsi. Même la petite Suisse, représentée par le clérical Motta, a pris la défense des agresseurs ! Souhaitons qu'elle ne soit pas la troisième Ethiopie, bien que plusieurs indices pourraient le laisser croire, à tel point que même, notre ministre de la guerre, M. Minger, s'en est ému ces derniers jours.

L'imposture la plus grossière triomphe dans les rapports internationaux et par un phénomène incroyable se trouve admise par tout le monde. Au Comité de non-ingérence à Londres, Allemagne, Italie et Russie continuent à siéger après que les d premières ont fait acte ouvert d'hostilité en reconnaissant la Junte de Burgos et que la dernière a déclaré reprendre sa liberté d'action ! Comprenne qui pourra.

A Genève, il n'est d'ailleurs pas question dans les milieux internationaux d'accorder la moindre satisfaction à l'Espagne. Avant même d'avoir examiné le dossier réuni par elle et prouvant d'une façon irréfutable l'intervention directe de Mussolini et d'Hitler, affirmée par une foule de témoignages nullement suspects, tout le monde sait à l'avance qu'il n'en sera tenu aucun compte. Même un rapport officiel du général Denain, chef de l'aviation française, constatant que des appareils militaires italiens, pilotés par des officiers de l'armée italienne, étaient tombés en Algérie, ne suffit pas pour M. Blum pour établir l'ingérence de Mussolini. Il faut donc renoncer à l'idée de la voir jamais établie. Des centaines de tanks, d'avions, d'autos blindées, de torpilles, etc. aux indéniables marques italiennes et allemandes ne suffisent pas non plus à convaincre les gouvernements anglais et français des armements fournis par les Etats fascistes. C'est, sans doute, parce que ces Etats jouissent d'une liberté si grande que des bateaux avec des milliers de tonnes d'armes et munitions, peuvent partir sans que gardes et policiers s'en aperçoivent ! Ah ! la sinistre comédie.

A la Société des Nations il n'est question que de la procédure à employer pour écarter la demande espagnole. *L'Oeuvre* écrit :

Tout est réglé d'avance pour la réunion du Conseil. Un rapporteur neutre sera nommé en la personne de M. Koht. Norvégien ; aucun échange de vues n'aura lieu, le rapport espagnol sera envoyé à l'Italie, et l'affaire reportée au 15 janvier prochain, date du Conseil ordinaire de la S.d.N.

Nous aurons donc un renvoi suivi d'un enterrement. Ce fut toujours la tactique de ces messieurs : gagner du temps, en attendant que l'irréparable se produise, et après s'en laver les mains d'abord pour reconnaître le fait accompli ensuite.

N'importe qu'il est toujours utile de mettre les hommes en présence de leurs responsabilités, d'autant plus qu'en ne le faisant pas, l'excuse est toute trouvée qu'il appartenait aux intéressés de réclamer. Il n'est guère possible de donner satisfaction sans réclamation.

Ainsi les faibles continueront à être écrasés par les forts avec autorisation tacite, qui se change en approbation bruyante l'écrasement achevé.

Les révolutionnaires espagnols ne peuvent donc guère compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité des hommes épris de liberté de partout. Malheureusement ceux-ci ne sont pas à même de fournir ce que deux grands Etats ont toute facilité de pourvoir. Et ils le pourraient, qu'une neutralité à sens unique viendrait les en empêcher.

Nos camarades n'en résistent pas moins toujours aux assauts les plus furieux. *Le Journal de Genève* qui annonçait il y a plus d'un mois la « fuite des rouges » pour réclamer impérieusement à la France et à l'Angleterre la reconnaissance du gouvernement de Franco, doit se contenter pour le moment de la reconnaissance de Hitler et Mussolini, qui n'est d'ailleurs pas faite pour arranger les choses. La guerre contre les soi-disant « nationaux » devient pour la République espagnole une véritable guerre d'indépendance nationale, puisqu'elle est ouvertement due à des puissances étrangères.

N'importe : Maures, Italiens, Allemands représentant la « vraie Espagne »; il n'y a que les Espagnols républicains défendant leurs vies, leurs territoires, leurs biens, leur culture qui n'ont rien à voir avec l'Espagne. A quel degré peut donc atteindre la canaillerie de cette sanglante Internationale fasciste qui dans sa haine de toute liberté, dignité et valeur humaine rêve d'un retour à un sinistre passé de misère, de terreur et d'infamie.

Pacifisme intégral

Nous découpons dans le journal de M. Marc Sangnier ces lignes :

Le peuple français veut vivre en paix avec tous les peuples voisins, quels que soient leurs régimes politiques, Il tiendrait pour une ineptie et un crime toute ingérence dans les dissensions d'autres peuples qui le conduirait à la guerre.

Les anciens combattants surtout n'admettraient pas qu'on les invite à reprendre le fusil et le barda soit pour faire plaisir à Staline, soit pour faire perdre le pouvoir à Hitler ou à Mussolini, soit pour abattre Franco et sauver Azana.

De Staline, Hitler, Mussolini, Franco et Azana, ils se désintéressent démocratiquement ! Ils veulent la paix, rien que la paix, mais toute la paix, comme l'immense majorité, pour ne pas dire l'unanimité, du peuple français.

Fort bien, vouloir vivre en paix, mais peut-on vivre en paix, lorsque l'écrasement d'un peuple a lieu ? Est-ce ineptie ou crime que de réclamer d'y mettre fin ? La suprême sagesse veut donc qu'après avoir laissé massacrer Ethiopiens et Espagnols, alors qu'il était certes possible d'étouffer ces conflits à leur naissance, nous assistions indifférents à tout renouvellement de boucheries semblables ?

Il ne s'agit pas de Staline, Hitler, Mussolini, Franco et Azana, mais de millions d'hommes à sauver d'une effrayante extermination et s'en désintéresser démocratiquement ne fait qu'aggraver jour après jour la situation. Depuis la fameuse « non-intervention », qui est en réalité l'intervention la plus caractérisée contre le gouvernement espagnol, les menaces de guerre sont-elles augmentées ou diminuées ? Puisque leur augmentation est évidente, M. Blum a fait fausse route.

Et enfin peut-on vouloir la paix, rien que la paix, toute la paix en dehors de toute solidarité, de toute justice, de toute humanité ? Ce n'est d'ailleurs pas vouloir arrêter la guerre que de fermer les yeux sur celles qui sévissent.

Le pacifisme absolu aboutit à sa négation s'il se résume dans le fait de laisser désormais libre cours à cette violence qu'il se proposait d'anéantir.

Le fascisme, c'est la guerre

M. Avenol, secrétaire général de la Société des Nations, qui, d'ailleurs, s'est fait lui-même plus d'une fois l'instrument du fascisme, ne l'a pas moins dénoncé comme le principal fauteur de guerre, sous une forme enveloppée. Lisons :

Au moment de la rédaction du Pacte, l'opinion publique devait être la principale force motrice de la Société des Nations. Depuis lors, dans certains pays, s'est fait jour un nouveau régime d'opinion publique, dirigée, contrôlée et, jusqu'à un certain point, créée par les gouvernements au moyen d'une propagande prête à s'étendre sur d'autres pays. Plus l'opinion publique apparaît concentrée et exclusive, plus il est nécessaire qu'un organisme de coopération internationale, tel que la Société des Nations, agisse de manière à changer de sens certains courants d'opinion publique qui pourraient conduire à la guerre.

Ce sont là les dictatures fascistes que M. Avenol a sans doute visées. La phrase suivante le souligne encore mieux :

*La véritable source des difficultés se trouve dans la différence qui existe entre deux groupes d'Etats, les uns n'étant exposés à aucune critique, **les autres, au contraire,** étant entravés par la liberté de l'opinion qui les empêche de prendre comme enjeu d'une politique téméraire la vie de leurs peuples.*

Que conclure, sinon que la paix est assurée dans la mesure où les peuples gardant leur propre gouverne, jouissent et savent se servir de certaines libertés élémentaires ?

C'est donc l'idéologie fasciste qui devrait être avant tout combattue en vue d'assurer la paix, mais nous la voyons prônée et favorisée par la presque totalité de la presse bourgeoise dans le monde entier. Il suffit de constater ce qui se passe à propos des événements d'Espagne. Soyons d'ailleurs certains que M. Avenol va travailler une fois de plus à écarter l'appel qu'Alvarez del Vayo vient d'adresser à la Société des Nations.

L'Eglise catholico-mahométane

En 1911 déjà, comme au temps de l'Inquisition, et comme toujours, hélas ! le peuple d'Espagne subissait l'oppression du servage capitaliste et féodal. La monarchie au pouvoir, secondée par cette institution d'ignorance et de soumission qu'est l'Eglise catholique, continuait par des massacres sanglants à civiliser les Maures, ces dignes fils de Mahomet, à la manière de Franco leur allié et ami d'aujourd'hui.

De tout temps les luttes intestines ont ensanglanté la péninsule, laissant les uns jouir du travail des autres, laissant les riches insulter la pauvreté du peuple.

Au cours de l'été 1911, un mouvement révolutionnaire éclata, qui fit décider aux Cortès de s'ajourner afin de mieux réprimer la propagande anarchiste et antimilitariste, provoquée par les opérations militaires du Maroc. La répression fut terrible et de nombreux militants furent condamnés à mort et exécutés.

A ce moment déjà, le gouvernement était d'avis qu'il fallait mettre un terme aux luttes de ceux qui n'avaient qu'un seul désir : se libérer et libérer leurs frères de misère. C'est ainsi que pendant les grèves de septembre, de nombreux camarades anarchistes furent torturés, victimes de ce régime barbare et criminel.

Au lendemain de la condamnation de Cullera, le chef du parti conservateur Maura demandait au souverain d'adopter la manière forte plutôt qu'une politique d'indulgence, pour assurer la défense du régime contre l'anarchie, dont les journées sanglantes de Barcelone (1909) avaient déjà démontré les progrès.

Le Maroc n'en continuait pas moins à se montrer rebelle aux prétentions gouvernementales; mais les opérations espagnoles dans le Rif avaient déjà pour but d'étendre le pouvoir de la monarchie et d'assurer de nouvelles forces militaires à l'Espagne en cas de conflits intérieurs. Il s'en fallait de beaucoup à ce moment-là, que le rayon occupé autour de Mélila fût pacifié, et les événements ne tardèrent pas en effet à donner un sévère démenti à l'optimisme des officiels.

Les combats des 24 août et 7 septembre furent suivis de nouveaux engagements meurtriers et les colonnes des généraux Orozo et Primo de Rivera, futur dictateur, ne parvinrent à avancer qu'au prix de pertes considérables, tant en officiers qu'en soldats.

Par la suite, les Maures revinrent à l'attaque des positions espagnoles et tuèrent le général Ordonez. Le gouvernement de Madrid, comprenant la nécessité d'un effort militaire exceptionnel, porta alors à 40,000 hommes l'effectif du corps expéditionnaire dans le Rif, de façon à permettre une grande offensive. Les vies humaines ne coûtent pas cher quand il s'agit de sauver les intérêts capitalistes. Dans les derniers jours de décembre, et après des combats sanglants, qui firent des milliers de veuves et orphelins, il fallut encore envoyer d'autres renforts.

Les dictatures fascistes n'existaient pas encore, mais déjà les esprits avancés les apercevaient dans l'ombre et dans les besoins insatiables et toujours plus grands des affairistes du gouvernement et de la finance. Une interview du général Luque produisit alors une grande impression, car elle indiquait que les Maures étaient poussés et dirigés par des éléments étrangers, français entr'autres.

C'est ainsi qu'après des luttes sanglantes, la bourgeoisie espagnole parvint à « pacifier le Maroc » et à entreprendre l'éducation militaire de ces ennemis de la veille, qui aujourd'hui servent en Espagne même à combattre le peuple révolutionnaire et libérateur.

Hier, ennemis héréditaires de l'Espagnol et de l'Eglise, combattus par les Rivera et autres soudards de l'époque, les Maures sont à présent les défenseurs de ceux-là mêmes qui ont massacré leurs pères.

Maîtres et esclaves, victimes et bourreaux, combattent aujourd'hui avec les mêmes cruautés que naguère contre le peuple d'Espagne.

Toujours aussi sanguinaires que cupides, les généraux se servent, pour atteindre leurs buts criminels, de ceux qu'ils asservissaient jadis, et non seulement ils trouvent de dignes auxiliaires dans l'ignoble légion étrangère, mais aussi dans la très chrétienne et catholique Eglise de Rome. Le pape bénit au nom du fils de son Dieu les Maures et leur Mahomet.

L'organe officiel du Vatican, l'*Osservatore Romano*, n'écrivait-il pas, il y a quelques années: « Nous connaissons nos devoirs; nous ne devons pas intervenir dans de questions qui ne nous concernent pas; nous demandons que l'on observe la même attitude vis-à-vis de nos droits inattaquables, mettant ainsi en pratique une franche et amicale réciprocité. »

Or, la destruction de Madrid paraît bien concerner tout particulièrement Sa Sainteté, qui négligeant ses dogmes et ses canons (non pas ceux des munitionnaires), après avoir financé la guerre en Ethiopie, après avoir décoré son troisième Dieu « Mussolini » et crucifié à nouveau le Christ sur une croix gammée, s'est abaissée à l'ignominie de se solidariser avec Franco et bénir la nouvelle dictature fasciste contre l'Espagne républicaine.

Amis de l'Espagne, luttons de toutes nos forces, si nous ne voulons pas connaître un Paradis dans lequel nous danserions au son de la mitraille, sous la botte des dictateurs de la Sainte Trinité Mahométane.

H. E.

Aveuglement sectaire

Coup sur coup nous apprenons qu'à Madrid 372 gardes civils peu sûrs ont dû être éliminés par le Front populaire, que l'Ambassade d'Allemagne avait été transformée en une véritable forteresse où nombre de phalangistes s'étaient réfugiés, que la Légation de Finlande et une maison attenante, propriété anglaise, cachaient 400 fascistes parfaitement armés, et sans doute ce n'est pas tout.

Or, nous nous rappelons les stupides accusations lancées contre les anarchistes à Madrid, précisément parce qu'ils insistaient sur la nécessité d'une sérieuse épuration. Les gens du Front populaire n'hésitaient pas à les traiter de criminels, uniquement parce qu'ils entendaient se protéger contre le pire danger, celui d'être frappés dans le dos. A remarquer que la presse cléricale avait fait nettement allusion aux forces fascistes cachées dans la capitale, et qui attendaient le moment de coopérer avec Franco. Mais pour d'aucuns la haine de l'anarchisme passait avant celle du fascisme et c'est ainsi que les plus élémentaires mesures de précaution ne furent prises qu'à la dernière heure. Mieux vaut tard que jamais, mais une fois de plus l'aveuglement sectaire a failli causer la plus sanglante des défaites.

Nous ne voudrions pas récriminer, mais comme certains se plaisent à prétendre que les anarchistes se seraient ravisés, il est bon de souligner qu'ils n'ont consenti à renoncer à leurs principes formellement qu'afin de les appliquer pratiquement et sauver coûte que coûte ceux qui allaient à leur perte, en y entraînant tout le pays.

Jeunesse et militarisme

Dans la même feuille catholique « un lecteur, « père de famille nombreuse et ancien combattant » écrit :

Est-ce qu'un de vos amis ne pourrait pas analyser et discuter le projet de loi, que l'on attribue à M. Daladier (dont le dépôt serait, paraît-il, bien vu par tous les commissaires de l'armée à la Chambre), et qui tendrait à rendre obligatoire la préparation militaire, avec séjour dans un camp, pour les garçons de 18 ans (voir l'information donnée par P. Falaize dans l'Aube *du 5 novembre 1936)?*

Comme il nous serait bon de relire les graves réserves de Pie XI, au sujet de la « militarisation » de la jeunesse, dans son Encyclique « Represantanti in terra » du 31 décembre 1929 !

Le dit « lecteur » ignore-t-il que Mussolini, après l'Encyclique citée n'en a pas moins continué la militarisation non seulement de la jeunesse, mais de l'enfance aussi, avec les fils de la Louve, groupant les enfants de 6 à 8 ans (nous disons bien six à huit) ? Le Pape non seulement n'a pas protesté contre le dictateur, appelé d'ailleurs par lui « l'homme de la divine Providence », mais, si nos souvenirs sont exacts, dans une publication de ses écrits, a supprimé l'Encyclique en parole, preuve évidente qu'il n'entend plus s'y rapporter, du moins pour l'Italie fasciste.

La Papauté est forcément militariste et ses clefs figurent dans les drapeaux des Maures, donnant l'assaut à Madrid chrétienne. L'apostrophe que Dante met dans la bouche de Saint Pierre contre ses soi-disant successeurs est une fois de plus réalisée.

Comment entendre la démocratie.

Art. 33. — La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

Art. 34. — Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

Art. 35. — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Déclaration du 23 juin 1793.

Les camarades doivent fréquenter les réunions de leurs Groupes.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

GENEVE

Encore les élections.

Les élections genevoises ont pris fin. Les partis, selon la phrase consacrée, couchent sur leurs positions. Les socialistes n'ont pas retrouvé la majorité occasionnelle, obtenue pour l'élection du Conseil d'Etat, il y a 3 ans, à la suite du massacre du 9 novcembre 1932 et d'une série édifiante de filouteries bancaires et autres. Le peuple oublie vite et les socialistes au pouvoir, malgré une indéniable bonne volonté, n'ayant pu faire grand'chose, les radicaux s'étant détaché de leur parti ne pouvaient qu'y retourner, tel le chien fameux de l'écriture.

Rien en somme de bien saillant, si ce n'est la constatation de l'indécrottable mentalité électorale, qui accepte et rejette sans jamais trop bien savoir pourquoi. Les « nationaux », divisés en quatre partis, exultent. Faute de la victoire escomptée de Franco, avec les massacres ardemment et chrétiennement souhaités, le Conseil d'Etat élu entièrement bourgeois, vient les consoler quelque peu. Dame ! toutes sortes de bénédictions vont du coup tomber sur Genève et une ère de prospérité inouïe va s'ouvrir. Nous connaîtrons, sinon totalement, en partie du moins les bienfaits qui font le bonheur inégalable de l'Italie et de l'Allemagne. Les fameuses classes moyennes, devenues le principal objet de préoccupation de tous les partis, vont surtout en profiter, pour multiplier les faillites, comme en Italie ! La sottise humaine reste insondable, à l'égal des arrêts de la divine providence. Si nombre d'imbéciles, en se perdant eux-mêmes, ne perdaient pas les autres, ce serait presque à souhaiter pour certains la victoire du fascisme !

Le Parti socialiste a pour ainsi dire « fêté » ses deux défaites successives, aussi bien celle pour l'élection des députés que celle pour l'élection du gouvernement cantonal. Une foule imposante est venue acclamer dans les deux cas les « vaincus », qui, chose aussi étrange qu'amusante, se sont presque félicités de l'être. Et, même s'ils n'étaient pas sincères, les raisons qu'ils en ont données étaient fondées. Ce sont, d'ailleurs, en grande partie les mêmes que nous avons parfois exposées. Les voici :

La crise est là et il n'est certes pas donné à un gouvernement socialiste, pas plus qu'à un autre, d'y trouver une solution. D'où mécontentement persistant de tous ceux qu'en souffrent.

Les caisses sont vides et les soucis financiers ne vont pas manquer. Il vaut mieux les laisser aux bourgeois que d'avoir à s'en occuper au gouvernement.

S'atteler au char de l'Etat dans les conditions actuelles n'est pas drôle du tout ; les élus des partis adverses ne tarderont pas à s'en apercevoir.

Il est possible d'exercer en dehors du pouvoir toute une besogne de propagande, de solidarité, de résistance que le fait même d'endosser les responsabilités gouvernementales gêne en partie.

Le pouvoir en régime bourgeois crée des soucis que ne compensent pas les maigres résultats qu'il est permis d'en obtenir.

Dans la vie de chaque jour, l'action de chacun de nous peut devenir bien plus efficace que celle propre à un gouvernement, obligé de compter avec les puissances d'argent.

Et nous pourrions citer d'autres affirmations du même goût et d'un comique irrésistible, si l'on pense qu'elles faisaient suite à une propagande électorale de plusieurs mois, au cours de laquelle il avait été répété que le sort du peuple dépendrait bien et avant tout du bulletin de vote.

La raison capitale donnée pour expliquer la défaite, c'est qu'il restait à gagner ces chères classes moyennes dont les intérêts n'avaient pas été assez soignés. Et naturellement pour les avoir, il faudrait combattre grands magasins et coopératives, dût-il en sortir pour le bon populo un renchérissement de la vie. La tactique électorale fait dire et commettre tellement de sottises ! Les plus grotesques dans cette croisade pour les petits bourgeois sont les communistes dont chacun rappelle le fameux « classe contre classe ». Aujourd'hui rien de tout cela, et en avant la plus décevante collaboration de classes !

Maintenant on en est à se demander quel degré plus ou moins grand de réaction nous vaudra le nouveau gouvernement. Chacun s'écrie qu'il faudra faire bonne contenance et nous le souhaitons ardemment, sans trop y croire. Nous avons vu plus d'un lâchage ! Il est vrai que Nicole étant chef de la police, il importait avant tout de ne pas le compromettre ! A présent le bon populo devient davantage libre de se faire matraquer.

Dernier aveu, celui qu'en face des événements d'Espagne, la mesquine querelle électorale paraissait bien peu de chose, mais arriverons-nous jamais à rassembler pour les révolutionnaires espagnols les 16 mille électeurs socialistes ? Il est permis d'en douter, et pourtant combien cela pourrait soulever les esprits rendus craintifs par toutes les menaces fascistes qu'ils sentent autour d'eux.

Conclusion abstentionniste et anarchiste : le vote n'a pas l'importance que d'aucuns lui attribuent et Marx n'a pas eu tort de parler de ce « crétinisme parlementaire » qui croit ses petites intrigues plus importantes que les grands événements se déroulant dans le monde.

Au niveau de „Gringoire".

Chacun sait que le Parti communiste est le seul promoteur de l'unité. Quiconque prouve le contraire est un fasciste! Cependant il y a la manière. Et celle de *La Lutte* nous apparaît bien celle de *Gringoire*.

Un exemple. Le dernier numéro du journal du Parti communiste publie une demi-colonne d'éloges à Durruti, pour insinuer que celui-ci flirtait avec le bolchevisme. Pour ce faire, l'organe du Parti communiste publie la lettre de Durruti aux ouvriers de l'U. R. S. S.

C'est à croire que les moscoutaires aient perdu tout sens critique, sinon ils se seraient aperçus que Durruti, en anarchiste qu'il était, s'adressait *aux ouvriers* russes et non pas au « vénéré petit père Staline ». Il y a là une nuance.

De l'insinuation à la canaillerie gringoiresque, il n'y a qu'un pas, très vite franchi par *La Lutte*, lorsqu'elle écrit :

On assure qu'il (Durruti)) a été victime d'un attentat stupide et criminel de quelque sectaire qui lui reprochait de s'éloigner de la pure doctrine anarchiste.

Et vive l'Unité à la sauce marxiste orthodoxe !

Nous aussi, nous aurions pu faire crédit à la thèse qui s'infiltrait, selon laquelle Durruti serait tombé sous les balles des sectaires bolchevistes de Madrid, qui devaient savoir que jamais le militant anarchiste n'aurait laissé instaurer une dictature.

Nous avons combattu cette thèse, pour nous en tenir à la seule plausible et compréhensible. Le héros anarchiste a été assassiné par un fasciste qui forme à Madrid la 5e colonne de Franco.

Pour les dessous du complot, l'histoire nous les apprendra.

Mais l'histoire dira aussi que les socialistes et les communistes qui étaient majorité à Madrid ont concentré leurs efforts pour annihiler le développement des forces anarchistes, alors qu'ils étaient incapables de détruire l'ennemi fasciste à l'intérieur de Madrid, et qu'ils s'apprêtaient à livrer la ville à l'ennemi extérieur, comme ils l'ont fait pour Tolède et Saint-Sébastien.

L'histoire relèvera encore le fait que les « ministres » (?) anarchistes se trouvent dans Madrid assiégée pendant que les ministres « socialistes » et « communistes » préfèrent rester à Valence.

L'histoire expliquera aussi la coïncidence que la défense de Madrid et l'arrêt des hordes fascistes se sont présentés en même temps que l'entrée des anarchistes au « gouvernement ».

Si les « unitaires » communistes veulent poursuivre la polémique, c'est avec plaisir que nous mettrons les points sur les i, car il y a passablement longtemps que nous faisons le poing dans la poche par souci d'unité.

Quant au reste, disons que c'est avec plaisir que nous recevons la lettre d'un ami au front, qui l'était aussi de Durruti. Il nous écrit :

Le plus grand malheur de la mort de Durruti, c'est qu'il restait l'homme d'action, le combattant sans compromission, l'anarchiste doctrinaire, qui aurait toujours été capable de redresser le mouvement libertaire au cas où certaines déviations provisoires imposées par les circonstances auraient eu tendance à perdurer.

Et les funérailles à Barcelone ont démontré que le peuple espagnol était tout entier en pensée avec l'anarchiste Durruti qui, irréductiblement, a haï toutes les dictatures, quelles qu'elles soient. L. TRONCHET.

Coup de sifflet.

Lors de la grande assemblée organisée par les Amis de l'Espagne républicaine, les communistes ont pensé bien faire de protester et de lancer un coup de sifflet parce que nous dénoncions la trahison des pays démocratiques et la carence de l'U.R.S.S. pour l'aide aux révolutionnaires espagnols. N'en déplaise à certains, nous considérons que le pacte de non-intervention est une faute formidable, qu'il ne faudrait pas voir continuer par la France, ni renouveler par la Russie.

La France républicaine s'embourbe honteusement dans la duperie de la non-intervention. Les communistes français et les syndicalistes de la C. G. T. continuent à dénoncer cette trahison démocratique.

Nous avons le droit de citer le fait historique que l'U.R.S.S. a signé le pacte de non-intervention, qu'elle l'a loyalement appliqué pendant trois mois et demi. Si l'U.R.S.S. s'est dégagée de l'hypocrisie du pacte, elle n'a fait que la moitié de son devoir. En raison des combinaisons diplomatiques dont la Russie n'est pas exempte, nous pouvons craindre une nouvelle reculade. C'est en dénonçant les erreurs que l'opinion ouvrière pourra en empêcher le renouvellement.

C'est ce que nous faisons par la plume, comme à la tribune, malgré les coups de sifflet des imbéciles. L. T.

Socialisme et Religion

Les socialistes belges en sont encore à se réjouir des recrues cléricales, à croire qu'il n'y a pas incompatibilité entre le papisme et le socialisme. L'attitude du Vatican nettement opposée à celle du socialisme dans tous les événements politiques et sociaux qui se sont déroulés ces dernières années surtout: Fascisme, nazisme, dollfussisme, Ethiopie, Espagne, etc. n'a pas suffi à les convancre que la religion est intimément liée à une politique, non seulement de conservation mais de régression.

Dans l'un de ses derniers numéros *Le Peuple*, organe de la démocratie socialiste belge, nous présente un M. Vranckx, ancien étudiant à l'Université cléricale de Louvain, où il a été élu comme député... socialiste !

Ecoutons ce monsieur :

Ma thèse était et est : un catholique peut être socialiste.

Vous objecterez : « et votre doctrine sur la lutte des classes, le droit de propriété et le matérialisme historique ? »

En ce qui concerne le matérialisme historique, prenons-le en son sens large. Il ne faut pas le rattacher nécessairement à la philosophie hegelienne. Un catholique aussi bien que moi doit reconnaître l'influence des données matérielles dans l'histoire.

En ce qui concerne maintenant la lutte des classes. Je suis d'avis que la distance entre les socialistes belges et les démocrate chrétiens n'est pas si grande. Nous lisons dans l'encyclique « Quadragesimo anno » que la lutte des classes est permise en tant que contestation légitime.

Des non initiés nous représentent comme si nous voulions transférer toute propriété à l'Etat, cela est inexact. Faisons la distinction entre les moyens de production. Nous sommes partisans de la concentration de certaines branches de la production. A notre avis, par exemple, l'industrie électrique, est actuellement mûre pour la socialisation.

Nous aussi, reconnaissons communauté et individu. Mais l'individu ne pourra seulement déployer son entière personnalité que quand la chaîne de l'appareil de répression capitaliste sera rompue.

Inutile de dire que nous croyons aussi qu'il faut interpréter lutte de classes, droit de propriété et matérialisme historique avec plusieurs grains de sel. Pour nous, il y a une lutte sociale plutôt que de classes, d'autres facteurs déterminants que le facteur économique, plusieurs formes de propriété et possession à envisager. S'il veut être scientifique, le socialisme devra être expérimental et nulle conclusion n'est permise sans expérimentation. Il y a néanmoins des conditions de respect de la personne, de la dignité et de la liberté indispensable pour nous et sans lesquelles on retombe dans une nouvelle forme d'oppression et d'exploitation.

L'Eglise de Rome est depuis de longs siècles l'ennemie des déshérités et des opprimés ; nous l'avons toujours vue, ces dernières années, encore et surtout du côté des usurpateurs et des oppresseurs. Aussi lorque *Le Peuple* nous donne M. Vrancks « comme preuve de ce que pour le Parti Ouvrier, et contrairement à ce qu'affirme la presse cléricale, la religion est affaire privée », nous disons que c'est une sotte façon de vouloir se tromper et tromper autrui.

Et dans le même numéro *Le Peuple* nous en fournit la preuve, car il se voit forcé de s'insurger contre « certains dirigeants syndicaux chrétiens » qui « mènent une propagande indigne ». Plusieurs exemples nous en sont fournis, entr'autres une circulaire de la Confédération des Syndicats chrétiens de Bruxelles, dont nous extrayons le passage suivant :

Les syndicats socialistes jouent en ce moment un rôle dangereux. Cependant qu'ils rejettent le Front populaire avec les communistes, ils se laissent mener par des excitateurs communistes. Tout en lançant le cri « A bas la guerre », ils permettent à leurs affiliés et à leurs organisations de s'armer, à leurs dirigeants de constituer des dépôts de grenades et de matériel de guerre; d'accord avec les communistes, ils exigent de leurs affiliés qu'ils versent de l'argent destiné à l'organisation du massacre de prêtres et de moines, du pillage des églises et des violences les plus abominables, tandis que leurs dirigeants se déclarent solidaires avec le gouvernement en ce qui concerne la non-immixtion dans la guerre civile en Espagne.

Cette action commune avec les communistes fera se détourner avec dégoût tous les ouvriers qui réfléchissent. Ceux-ci ne permettront pas que le mouvement syndicat belge soit miné par les hommes de Moscou et serve à des buts révolutionnaires.

Autant de mots, autant de mensonges concernant aussi bien la Belgique que l'Espagne, et les communistes en plus, surtout que depuis quelque temps ces derniers sont devenus sages comme des images ! Mais qui ne voit dans ces lignes la haine de tout socialisme, même du plus édulcoré ? En passant, notons que nous croyions que le socialisme belge, avec De Brouckère était contre la non-immixtion à sens unique, autrement dit le boycott de la République espagnole. Il nous faut nous raviser. N'insistons pas.

Mais voici que *Le Peuple* répond entr'autres aux chrétiens :

Les ouvriers de chez nous en seraient encore où se trouvaient leurs grands-pères il y a plus d'un demi-siècle, s'ils avaient dû compter sur les chrétiens.

Nous en trouvons les preuves dans une partie de la province de Limbourg, où les chrétiens règnent en maîtres absolus. Des pères de famille y gagnent les gros salaires de 18 et 19 francs par jour. Ils ne savent pas ce qu'est la journée de huit heures, et ils sont incapables d'agir en hommes libres.

Faut-il rappeler que les syndicats chrétiens ont été créés après les syndicats socialistes, plus pour combattre ces derniers que pour travailler à l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière ? Faut-il que nous prouvions, une fois de plus, que les syndicats chrétiens ont fini, souvent après une opposition déclarée ou sournoise, par suivre timidement les socialistes et par admettre leurs revendications?

La religion n'est donc pas affaire privée pour les chrétiens. L'existence même de partis et de syndicats confessionnels n'en est-elle pas la preuve la plus concluante? La religion est inséparable d'une politique d'autorité et non de liberté, d'une économie d'asservissement et non d'affranchissement.

PETITS PAPIERS

LA SIRENE

Le cri lugubre de la sirène, qui fait penser au vers de Rictus:

C'est l'humanité qui gueule sa douleur.

Une pauvre femme passe, elle s'arrête interdite, apeurée, son filet au bras laissant voir de maigres provisions. Elle s'en va dans le brouillard et la pluie. Pauvres gens, désespérés, angoissés.

C'est l'humanité qui gueule sa douleur.

La sirène s'arrête.

LE ROI

Nous n'aimons pas beaucoup les rois, sauf peut-être le roi Pausole. Mais on a posé au roi d'Angleterre un drôle de dilemne: Choisir, mettre la raison d'Etat au-dessus de sa conscience d'homme libre.

La liberté est une chose si belle que même les rois s'inclinent devant elle. Tout au moins pour leur compte personnel.

LES SINGES

Il paraît qu'en Californie on occupe pas mal de singes pour la récolte des prunes.

Des singes qui travaillent, c'est le monde renversé. Chez nous, ce sont eux qui font travailler.

ROOSEVELT

Le président Roosevelt dénonce le péril fasciste et fait le panégyrique des démocraties qu'il déclare vouloir éventuellement défendre.

Fort bien. Alors, l'Espagne!

CITATIONS

Notre grand Reclus écrivait déjà ces lignes: « C'est bien à tort que l'on accuse le peuple espagnol d'être un peuple dégénéré. Il n'est pas encore constitué. »

Egalement de Reclus cette belle pensée: « La conciliation entre le capital et le travail est impossible, mais chaque nouvelle lutte donne lieu à des transactions qui se rapprochent de la justice. »

BASILE

Encore un Basile. Celui-là était munitionnaire et milliardaire, puisqu'il avait un million de revenus par jour.

Basile Zaharof est mort. C'est ce qu'il a fait de mieux dans sa vie.

LE PASTEUR

Les pasteurs n'aiment pas se commettre avec nos camarades dans des meetings publics.

Il est vrai que dans ces réunions les orateurs doivent se tenir debout. Et nos bons apôtres, eux, ont l'habitude d'être à plat ventre. C'est moins fatigant. C. R.

Contre la Monarchie

Appel à tous les hommes de progrès

Sous ce titre, notre camarade Malatesta publiait en 1899 une brochure qui s'applique exactement à cette Monarchie espagnole dont Franco et ses complices se font aujourd'hui les défenseurs. Nous la traduisons non seulement comme document historique, mais afin que les jeunes camarades se rendent bien compte que la situation espagnole actuelle n'a pas un aspect entièrement nouveau, et que le problème de grouper toutes les forces antimonarchistes — aujourd'hui antifascistes --- avait déjà été envisagé. Tous les raisonnements faits par Malatesta redeviennent d'actualité et la solution qu'il propose est dans ses grandes lignes celle adoptée par la C.N.T. et la F.A.I. sous la pression même des nécessités. A chacun d'en juger.

—o—

La Monarchie de Savoie a complètement levé le masque dont elle se camouflait en représentant des intérêts et des aspirations populaires, elle foule aux pieds brutalement, ouvertement, ces fantômes de liberté qui avaient cependant coûté tant de souffrances et tant de sang à nos pères.

A l'atroce misère qui torturait déjà la masse du peuple travailleur, à la gêne croissante des classes moyennes, à la rapide décadence à laquelle une fiscalité absurde condamnait toutes les activités nationales, s'ajoute aujourd'hui la suppression violente de toute manifestation de vie civile; — les actes arbitraires et les persécutions, qui ont caractérisé toute l'histoire du royaume, se sont développés en un système de tyrannie régulière, permanente, qui rappelle les époques les plus néfastes de la domination étrangère.

Comment sortir d'une telle situation qui, en se prolongeant, réduirait l'Italie à un tel état d'abjection qu'elle deviendrait incapable à jamais de remonter par sa propre force à la dignité de la vie civique ?

Désormais, on ne peut plus se faire d'illusion sur la possibilité d'un progrès pacifique.

Le Parlement, moyen légal par lequel la petite fraction du peuple admise à la vie politique devrait pouvoir, dans la présente Constitution, réaliser sa volonté, s'est révélé impuissant à garantir les intérêts, non pas du peuple, mais de la classe restreinte qu'il représente. Il est condamné à obéir au roi et à la camarilla royale ou à être congédié comme un serviteur impertinent.

Les plus timides, les plus anodines réformes sont considérées comme subversives et leurs défenseurs traités comme des malfaiteurs. Les lois fondamentales de la Constitution, lois faites dans l'intérêt exclusif de la classe dominante, sont violées, selon le bon plaisir du gouvernement, toutes les fois qu'elles ne se prêtent pas assez à ce que veut la réaction. Supprimés la liberté de la presse, la liberté de réunion, d'association, le droit de grève, supprimé tout moyen légal d'exprimer sa propre opinion, de faire valoir ses droits. Et sous ce régime, on continue à saigner le pays par des taxes disproportionnées à se forces, et à affamer le peuple pour entretenir policiers et soldats et enrichir une coterie de grands propriétaires et de politiciens; on tarit par un système fiscal stupidement féroce les sources mêmes de la production.

N'est-il pas temps pour tous ceux qui ne sont pas complices et bénéficiaires de la tyrannie, d'examiner quelle ligne de conduite imposent les circonstances et d'aviser à ce qui est à faire s'ils ne veulent pas se résigner à l'horrible état de choses présent?

Inutile d'insister longuement sur le système de gouvernement qui afflige l'Italie et sur les conditions où elle est réduite. Taxes écrasantes, régime douanier organisé pour favoriser certaines classes de privilégiés, sans souci du dommage causé à l'intérêt général et à la production nationale; travaux publics inutiles exécutés pour enrichir les entrepreneurs ou pour favoriser les intérêts électoraux des députés vendus au gouvernement, alors que d'autre part les travaux qui importent le plus à la richesse et à la santé publique sont négligés; armements formidables, politique fastueuse, alliances contraires aux sympathies et aux intérêts nationaux et imposées par l'intérêt dynastique... et tout cela brutal, sans mesure et sans prévision du lendemain.

Conséquences: premier rang dans la criminalité et l'inalfabétisme ; premier rang pour l'émigration déterminée par la misère; salaires plus bas et prix plus élevés des choses nécessaires à la vie que dans tout autre pays civilisé; production et commerce anémiques; terres mal cultivées ou complètement incultes; les trois quarts des communes sans eau potable, sans canalisations, sans écoles; chômage, famine... famine sur des terres qui seraient parmi les plus fécondes du monde et pour un peuple renommé pour sa résistance au travail et, aussi, hélas! pour la modération de ses besoins !

Et si l'Italie a été réduite à un tel état quand le peuple disposait encore d'une certaine possibilité de contrôle, qu'adviendra-t-il d'elle maintenant que le gouvernement ne reconnaît plus aucun frein ?

Certes, l'intérêt même du gouvernement et de la classe qui s'appuie sur lui devrait leur conseiller de s'arrêter sur une pente au bas de laquelle est la ruine pour tous. Mais il est dans le caractère des classes dominantes de s'obstiner d'autant plus dans l'erreur qu'elles sont plus menacées de ruine et le gouvernement italien ne fait pas mine de vouloir enfreindre cette règle. D'autre part, il faut reconnaître que la Monarchie italienne est maintenant si engagée dans la voie de la réaction qu'elle ne pourrait y reculer sans hâter sa chute, et il n'y a pas lieu d'espérer qu'elle veuille se suicider ou mourir sans avoir recours aux moyens extrêmes de défense. Il pourra se présenter encore des hauts et des bas dans le mouvement de réaction ; la conscience du péril et la traditionnelle fourberie de la Maison de Savoie pourront l'induire à tenter une fois ancore de jeter la poudre aux yeux au peuple, mais il est cependant certain que désormais la Monarchie ne compte plus que sur le sabre et que c'est au sabre qu'en définitive elle confiera sa défense et celle de la classe solidarisée avec elle.

Il s'agit donc d'opposer la force à la force et l'insurrection populaire se présente de nouveau comme le moyen nécessaire pour abattre la tyrannie.

Mais il ne suffit pas de s'insurger, il faut vaincre.

L'histoire du règne est pleine de révoltes populaires. Depuis le début, c'est-à-dire depuis le moment où le peuple, appelé à appuyer, au nom de la liberté et du bien-être général, le mouvement national, vit ses conditions de vie empirer et la révolution être exploitée par une horde de spéculateurs avides, d'innombrables soulèvements montrèrent son mécontentement et sa conviction qu'il ne pouvait rien espérer sinon de la violence. Mais ce furent presque toujours de petites révoltes provoquées par la misère et par les abus de pouvoir des camorre locales appuyées par le gouvernement, elles ne visaient pas à des changements radicaux et généraux et furent facilement réprimées sans produire d'autres effets sensibles que des massacres et de féroces répressions de la part des autorités. Et même quand des mouvements plus généralisés et plus éclairés ont agité le pays, comme la préparation, l'entente, un objectif bien déterminé manquaient, le gouvernement en a eu facilement raison et en a tiré prétexte à de plus impitoyables réactions.

Donc, si l'on veut vaincre et non pas affronter inutilement de périodiques massacres, il faut que la préparation soit proportionnée aux forces que l'on doit combattre.

—o—

En Italie, comme partout, il y a divers partis qui, désirant tous le bien général, diffèrent cependant totalement les uns des autres tant sur les causes primordiales des maux sociaux que sur les remèdes pouvant y mettre fin.

Quelques-uns croient à l'inviolabilité de la propriété individuelle légalement acquise et à la justice intrinsèque de la rente et de l'intérêt et considèrent comme possibles et désirables des institutions démocratiques ouvrant à tous l'accès à la propriété par le travail et l'épargne; d'autres voient au contraire dans la propriété privée de la terre et des moyens de production la cause première de toutes les injustices et de toutes les misères.

Quelques-uns croient que la Monarchie abolie, il faut attendre la transformation sociale de lois faites par les représentants du peuple élus au suffrage universel; d'autres considèrent au contraire que tout gouvernement est nécessairement un instrument d'oppression au service d'une classe privilégiée et veulent que la constitution sociale soit l'œuvre directe des travailleurs librement associés.

Quelques-uns croient à une harmonie d'intérêts entre propriétaires et prolétaires, d'autres sont convaincus d'un antagonisme irréductible entre les deux classes et de la nécessité que tous les membres de la classe propriétaire soient absorbés dans celle des travailleurs utiles. Et ainsi de suite.

Nous ne voulons pas ici examiner qui peut avoir raison et prendre parti pour l'une ou l'autre opinion. Ce que nous voulons établir, c'est que tous souffrent à cause du manque de liberté, que tous ont pour ennemi commun la Monarchie et qu'aucun des groupes ne pouvant l'abattre par ses seules forces, il est de l'intérêt commun de s'unir pour écarter cet obstacle qui empêche tout progrès, toute amélioration.

Nous n'entendons pas proposer que les divers partis renoncent à leurs propres idées, à leurs propres espérances, à leur organisation autonome et se confondent en un seul parti et si nous proposions une telle chose nous ne serions certainement pas suivis, car les différences en présence sont trop importantes, trop fondamentales.

Ceux qui croient à la légitimité de la propriété privée et considèrent comme utile et nécessaire la constitution d'un gouvernement ne pourraient consentir à l'expropriation et à l'anarchie et, vice-versa, les adversaires de la propriété et de l'étatisme se refuseraient à reconnaître les droits acquis des propriétaires et à se soumettre à un nouveau gouvernement.

Que chacun reste donc ce qu'il est et fasse de la propagande pour ses propres idées et pour son propre parti. Quelque grandes que soient les différences entre les divers partis, elles ne doivent pas les empêcher de s'unir pour un but déterminé quand il existe réellement un intérêt commun.

Et quel plus pressant intérêt que celui de conquérir les conditions essentielles de liberté sans lesquelles le peuple tombe dans l'abrutissement et devient incapable de réagir, les partis n'ayant d'ailleurs pas la possibilité de propager leurs idées ?

Devant la brutalité de certaines situations, toute discussion se trouve nécessairement interrompue, il faut agir.

Quand un homme est tombé à l'eau et se noie, on ne se met pas à discuter pour savoir comment il y est tombé et ce qu'il faut faire pour empêcher qu'il y tombe de nouveau, ce qui presse, c'est de le retirer et d'empêcher qu'il meure.

Quand un pays est envahi par une horde sauvage qui vilipende, dépouille, massacre les habitants, ce qu'il faut faire avant tout c'est de s'unir pour jeter dehors l'envahisseur quelque grands que soient les torts qu'une partie des citoyens puissent avoir envers d'autres, quelque différents que soient les intérêts des diverses classes, les aspirations des divers partis.

Et telle est aujourd'hui la situation de l'Italie: c'est celle d'un pays occupé militairement où, sauf la faction qui entoure le gouvernement et le soutient parce qu'elle en vit, tous les habitants, à quelque classe qu'ils appartiennent sont menacés et lésés dans leurs biens et dans leur liberté et soumis à la plus insupportable arrogance soldatesque.

Quel parti, ne pouvant abattre l'ennemi à lui seul, voudrait se condamner avec tout le peuple à la continuation indéfinie de l'esclavage actuel plutôt que de s'unir aux autres partis adversaires de la Monarchie pour trouver dans l'union la force de vaincre ?

Du reste, à celui qui croirait préférable de persévérer dans l'état présent plutôt que d'agir avec les autres partis, qui refuserait l'union par un sectarisme injustifiable révèlant au fond un manque de confiance dans la bonté et dans le caractère pratique de son propre programme, à celui-là même la nécessité imposerait cette union sous peine de rester spectateur passif des événements et de trahir ainsi en fait ses propres idées, son propre parti.

Etant données les conditions d'Italie et de son gouvernement, il est certain que, un peu plus tôt, un peu plus tard, se produira un nouvel éclat de colère populaire qui serait encore étouffé dans le sang, si encore une fois on n'avait que des pierres à opposer aux fusils et aux canons. Les partis subversifs, pour peu qu'ils aient profité des expériences passées et qu'ils aient le sens de leur intérêt, se jetteront dans la mêlée et apporteront au peuple le secours de moyens et de plans antérieurement préparés Et si donc les différents partis révolutionnaires prennent part à la lutte, personne ne pourrait, même en le voulant, empêcher l'intervention des autres et les priver ainsi de leur part d'influence sur le développement futur de la révolution (part qui dépendra de leur collaboration à la victoire), est-ce que ce ne serait pas une très grande erreur au risque de se paralyser réciproquement pour le plus grand avantage de l'ennemi commun au lieu de chercher par une action concertée à s'assurer la victoire matérielle, condition nécessaire de toute transformation de l'ordre de choses actuel ?

Plus tard, si tous ont pour la liberté le respect qu'ils disent avoir et si à tous sont laissés le droit et les moyens de propager et d'expérimenter leurs propres idées, la liberté produira ce qu'elle peut produire et ce sont les méthodes et les institutions répondant le mieux aux conditions matérielles et morales du moment qui triompheront. Si non, la chute de la Monarchie sera toujours la suppression du pire ennemi — et la lutte recommencera, mais dans des conditions plus humaines et plus civiles.

—o—

Maintenant, il s'agit d'une question matérielle que se superpose avec toute la brutalité de la force aux problèmes économiques et moraux dont le pays est tourmenté.

Le gouvernement a des soldats, des canons, des moyens rapides de communications et de transport ; il a toute une puissante organisation prête à l'œuvre de répression et il a déjà montré combien il est capable et désireux de l'employer.

Pour mettre fin à une agitation qui finalement se réduisait à des manifestations sans armes et à de petits soulèvements, que l'abolition d'un droit de douane ou quelque autre anodine concession aurait facilement calmée, le gouvernement n'a pas hésité à massacrer les citoyens par centaines. Que ne seraient-elles pas capables de faire les brutes galonnées qui sont au service du roi si un danger sérieux les menaçait ?

Une ville qui s'insurgerait avec l'espoir que d'autres suivront son exemple serait probablement réduite à l'état de ruines avant qu'arrive ailleurs la nouvelle de sa révolte.

Une population qui voudrait manifester son mécontentement avec quelque énergie mais sans armes appropriées, serait étouffée dans le sang avant que le mouvement ait pu prendre son développement.

Il faut donc frapper de concert avec force et décision. Il faut que, avant que les autorités soient revenues de leur surprise, le peuple, ou pour parler plus exactement les groupes antérieurement organisés pour l'action, aient mis la main sur le plus grand nombre possible des chefs de l'armée et du gouvernement; il faut que chaque grouep insurgé, chaque foule soulevée ne se sentent pas seuls et, encouragés, par l'espoir de la victoire, persistent dans la lutte et la poussent à l'extrême; il faut que les soldats s'aperçoivent qu'ils sont en présence d'une vraie révolution et qu'ils soient tentés de déserter et de fraterniser avec le peuple avant que l'ivresse du sang les ait rendus féroces ; il faut que les nouvelles utiles soient rapidement propagées et que les mouvements des troupes soient entravés par tous les moyens ; il faut par des mouvements simulés attirer les troupes sur des points autres que ceux où l'on agira ; aux fusils à tir rapide et aux canons, il faut opposer bombes, mines, incendies ; il faut en somme aux moyens de guerre des ennemis, opposer des moyens de guerre; à une répression décidée qui ne s'arrête devant aucun obstacle, une action plus décidée encore. Il s'agit de faire la guerre, il faut donc utiliser toutes les suggestions de la science de la guerre s'appliquant aux conditions d'un peuple insurgé qui doit se battre contre des troupes régulières fournies des armes les plus perfectionnées.

Mais tout cela ne s'improvise pas en un moment ; l'expérience en a fait la preuve. Les armes manquent au bon moment si elles n'ont pas été préparées d'avance et si l'on n'a pas envisagé de quelle manière s'en emparer par force et par surprise. L'accord pour la distribution des rôles, pour l'érection des barricades, pour mettre le feu où il faut, pour appliquer une sorte de plan de bataille, tout cela ne peut pas se faire instantanément quand déjà le combat est amorcé. La simultanéité de l'insurrection sur divers points ou tout au moins l'extension du mouvement assez rapide pour empêcher le gouvernement de concentrer les troupes et d'étouffer les uns après les autres les divers centres d'insurrection ne peut s'obtenir sans l'accord préalable de groupes d'action en étroite communication.

C'est . ce travail de préparation pratique que nous invitons tous ceux qui sont ennemis de la Monarchie et qui sont décidés à en finir avec elle.

Que les hommes de bonne volonté se cherchent, et s'associent pour se préparer à l'insurrection. Les différentes initiatives se rencontreront, se fédèreront et ainsi se constituera la force nécessaire pour conduire à la victoire, le prochain mouvement populaire.

Le proche avenir dira, si nous avons eu tort en faisant fond sur l'énergie révolutionnaire du peuple italien.

Août 1899.

Presse bourgeoise

Le monde s'habitue aux pires atrocités, tout au moins si la grande presse ne les dénonce pas ou en parle indifféremment. Rien d'aussi effrayant ne s'est produit pendant la guerre mondiale que le bombardement de Madrid, du moins au point de vue de « l'arrière ». Mais les feuilles à fort tirage, gagnées au fascisme, n'ayant pas jugé nécessaire de s'indigner, le bon populo ne s'en est pas autrement ému. Il n'y a pas eu une immense pression populaire sur les gouvernements des « démocraties », afin qu'ils fassent respecter, nous ne dirons pas l'humanité, mais les lois de la guerre que les pires militaristes ont édictées en leur temps. Bien plus, certains plumitifs ne rêvent que de voir se renouveler d'une façon plus bestiale, meurtrière et criminelle les exploits des pilotes allemands et italiens de l'aviation « nationale » espagnole. La résistance des rouges les irrite, car la boucherie promise se fait trop attendre. C'est comme pour les « nettoyages » en pays basque que le *Journal de Genève* voyait déjà s'accomplir dans le mois suivant la reddition de Saint-Sébastien. Qui dira ce que peut abriter d'infamie la rédaction d'un journal bien-pensant.